AVANT-DERNIERE VERSION AVANT PUBLICATION

L'OPÉRATION BOLÉRO-PAPRIKA : ORIGINES ET CONSÉQUENCES. LES RÉFUGIÉS POLITIQUES ESPAGNOLS : DE L'EXPULSION À LEUR INSTALLATION EN RDA

Aurélie DENOYER [*]

Un épisode peu connu de l'histoire de France est l'expulsion de 176 citoyens espagnols par les autorités françaises lors de l'opération *Boléro-Paprika* en septembre 1950. Sur cette centaine d'étrangers expulsés, trente-quatre Espagnols communistes ont trouvé refuge en République démocratique allemande.

Cet article tentera de répondre aux trois interrogations suivantes : quel a été le déroulement de cette opération ? Quel en a été le sens ? Comment s'est déroulée la vie quotidienne de ces expulsés en RDA ?

L'opération *Boléro-Paprika* [1]

Son déroulement

Le 7 septembre 1950, une vaste opération de police est lancée sur le territoire français, visant 397 étrangers d'obédience communiste et aboutissant à l'arrestation de 292 individus de douze nationalités différentes. Une première question se pose : pourquoi avoir choisi le nom de *Boléro-Paprika* ? Ce nom de code a été attribué à l'opération, car elle a touché

[*] Doctorante en cotutelle aux Universités de Paris Est (France) et de Potsdam (Allemagne), sous la direction de Fabienne Bock et de Thomas Lindenberger.

[1] Tous les chiffres cités découlent d'un travail effectué sur les actes concernant l'opération *Boléro-Paprika* aux archives nationales : F7 16114.

principalement des individus issus des pays de l'Est (*Paprika*) [1] et des Espagnols (*Boléro*). Nous ne pouvons ici que relever le sens de l'humour de la Sûreté du territoire, qui a procédé aux arrestations.

Le volet *Boléro*, ici au centre de notre étude, concerne au départ 251 individus espagnols, principalement d'anciens guérilleros : 75 d'entre eux n'ont pu être appréhendés par les services de police ayant auparavant fui leur domicile, mais 176 membres du PCE (sur quelques 10 000 membres du parti) sont arrêtés pour intelligence avec un pays étranger et participation à la préparation d'un coup armé contre la France (il n'y a pourtant jamais eu de procès).

Sur ces 176 individus arrêtés [2], 142 sont placés en résidence surveillée en Algérie et en Corse, un seul bénéficia finalement d'une annulation de son expulsion et 33 sont directement expulsés en RDA via Strasbourg par le ministère de l'Intérieur.

Ces arrestations sont suivies par l'adoption d'arrêtés d'interdiction des mouvements et des publications communistes [3]. Le Parti communiste espagnol (PCE) est alors placé hors la loi en France et ne retrouve d'existence légale qu'en 1977 en Espagne.

Les arrestations se déroulent de manière expéditive : des policiers français perquisitionnent les domiciles, ordonnent de prendre le strict nécessaire, et séparent les individus de leur famille. Certains sont même arrêtés sur leur lieu de travail. Quelques jours plus tard, ils sont assignés

[1] Le volet « Paprika » de l'opération conduit à l'expulsion vers les pays de l'Est de 65 Polonais, 14 Soviétiques, 5 Hongrois, 5 Tchèques, 4 Roumains et 1 Bulgare. Il est à noter que cette opération conduit aussi à l'expulsion de 12 Italiens, 5 Apatrides et 4 Grecs.

[2] 11 militants du PCE ont été arrêtés à Paris tandis que les 166 autres proviennent du Sud-Ouest, principalement de la région de Toulouse et de Perpignan. 280 en Algérie, 62 en Corse

[3] Le PCE, le PSUC, le Parti communiste d'Euzkadi, les Amis du *Mundo obrero*, l'Amicale des anciens FFI et résistants espagnols, l'Union des femmes antifascistes espagnoles, l'UGT procommuniste, les JSU, et *Solidaridad española* sont interdits. Dix journaux publiés par ces mouvements, comme *Mundo obrero* et *Nuestra bandera* pour ne citer que les plus importants, sont interdits de circulation, de mise en vente et de distribution sur l'ensemble du territoire français.

à résidence en Algérie ou en Corse ou bien expulsés de France vers la RDA.

Les justifications avancées par l'État français

L'État français justifie rapidement l'utilité de cette opération. Au soir du 8 septembre 1950, le ministre de l'intérieur, Henri Queuille, publie un communiqué qui replace cette opération dans une perspective idéologique de guerre froide. Il y affirme de manière implicite l'incompatibilité entre asile et engagement prosoviétique :

> « La France entend demeurer hospitalière aux exilés et aux proscrits qui veulent vivre à l'abri de ses lois. Mais le gouvernement est décidé à ne pas tolérer les agissements étrangers qui profitent de l'hospitalité républicaine et française pour mener une œuvre de trahison et de démoralisation. »

Des protestations s'élèvent : deux lettres de la Ligue des droits de l'homme (LDH) rappellent à la France le combat des guérilleros durant la Seconde Guerre mondiale et le PCF instruit « au grand jour le procès de l'opération [1] ». Dans une de ses lettres du 15 décembre 1950, la LDH s'émeut, par la main de son président, du sort réservé aux communistes espagnols. En effet, le président « s'élève une fois de plus contre l'application abusive de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur le séjour des étrangers » et dénonce le fait que « l'exception (recourir à l'expulsion sans au préalable en référer à une commission rogatoire) est devenue la règle ». Il en appelle alors « à l'homme de cœur », au « républicain (qui) n'acceptera pas que soient ainsi traités plus cruellement que des ennemis des hommes qui se sont exposés pour que la France soit libre ».

Dans sa réponse, le président du Conseil justifie les raisons qui l'ont « poussé à agir vite et sans préavis ». Il écrit alors que « si 150 Espagnols environ ont pu être appréhendés lors des opérations incriminées,

[1] Anne Dulphy, *La Politique de la France à l'égard de l'Espagne*, Paris, Diplomatie et histoire, 2002, p. 441.

75 avaient quitté leur domicile parmi lesquels 9 seulement ont pu jusqu'à présent être découverts ». Il ajoute que tous les Espagnols concernés par cette opération « appartenaient au PCE ou à ses organisations annexes et y militaient activement » et que tous « obéissaient aveuglement à des consignes venues de l'extérieur». Pour conclure, il revient sur le statut de résistants de nombre d'entre eux, qui, selon lui, « ne leur confère pas le droit d'abuser d'une générosité qui n'a pas attendu pour se manifester qu'ils aient combattu aux côtés des Français dans notre armée ou dans la Résistance [1] ».

On ose ici espérer qu'il ne fait pas référence à l'accueil réservé aux guérilleros lors de la *Retirada* lorsque ces derniers ont été internés dans des camps, aujourd'hui tristement célèbres.

Il termine sa lettre sur un commentaire empreint d'anticommunisme dans le contexte de la guerre froide :

> « Il n'implique pas pour eux de constituer sur le sol français de véritables organisations de combat aux ordres d'une puissance étrangère ».

Les signes avant-coureurs [2]

Dès février 1950 (et donc sept mois avant le déclenchement de l'opération), le préfet de Haute-Garonne envoie deux rapports au ministre de l'Intérieur concernant l'hôpital Varsovie et l'entreprise Fernández-Valledor [3], tous deux considérés comme soutenant financièrement et matériellement les guérilleros espagnols et plus particulièrement le PCE. Dans un rapport du 6 février 1950, il souligne les liens entre l'entreprise et le PCE. Il note que :

---

[1] Archives nationales F7 16 114.

[2] Les rapports secrets sur l'hôpital Varsovie date du 7.2.1950, celui sur l'entreprise Fernandez-Valledor, du 9 février 1950. Tous deux sont conservés aux Archives nationales, dossier F7 16114.

[3] *Entreprise forestière du Sud-Ouest* appelée aussi *Fernández-Valledor y Compania* qui, tout en ayant une activité légale (devenant le premier fournisseur de traverses pour la SNCF), a servi de couverture pour la concentration et l'entraînement de guérilleros pour l'Espagne.

> « cette société d'exploitation forestière […] pourrait devenir un moyen d'action redoutable entre les mains du PCE et en conséquence du PCF. […] Le PCE dispose en conclusion dans le Sud-Ouest de la France [...] d'une réserve de cadres d'éventuelles troupes de choc, éléments d'élite sur lesquels pourrait compter à l'occasion le PCF […]. »

Le lendemain, il envoie un autre rapport rendant compte des liens entre l'hôpital Varsovie et le PCE. Il estime alors que l'hôpital Varsovie est « dirigé et administré par des personnalités dont les liens avec le PCF et le PCE, voire avec le Kominform, sont flagrants » et évoque « le danger qu'il représente pour la Sécurité en raison de sa réputation de couverture du Kominform ».

Dans ce même rapport, l'Amicale des anciens FFI et résistants espagnols est elle aussi incriminée :

> « L'Amicale et le PCE sont si étroitement liés qu'on pourrait les identifier l'un à l'autre. Ses chefs […] sont parmi les noms les plus marquants des militants communistes inféodés au *Kominform* en France. »

La plupart des noms cités dans ces rapports (dirigeants de l'entreprise Fernández-Valledor, membres du personnel traitant et auxiliaire de l'hôpital, dirigeants de l'Amicale) se retrouvent sur les listes des individus à appréhender lors de l'opération *Boléro-Paprika*. L'Amicale est, quant à elle, interdite en septembre 1950.

Cette opération ne s'achève pas en septembre 1950 mais se poursuit encore de longs mois, conduisant à l'arrestation de nombreux individus non appréhendés durant le coup de filet de septembre. Certains des communistes non appréhendés lors de l'opération *Boléro-Paprika* trouvent refuge dans les pays de l'Est quelques semaines ou quelques mois plus tard.

Les diverses causes de l'opération *Boléro-Paprika* : guerre froide, anticommunisme, politique franco-espagnole, influence des États-Unis.

Plusieurs historiens se sont intéressés à cet épisode de l'histoire de France : il nous faut citer ici les articles et ouvrages d'Enrique Líster, Phryné Pigenet, Geneviève Dreyfus-Armand, Jean Mortier et Harmut Heine [1] qui, chacun, ont avancé des théories explicatives à cette opération.

Résultat de la bipolarisation des relations internationales ?

Cette opération est à replacer dans un contexte complexe et particulier. En 1950, l'affrontement entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest prend une dimension nouvelle du fait de la bipolarisation des relations internationales et de la militarisation du conflit avec le déclenchement de la guerre de Corée en juillet.

Parallèlement à la dégradation des relations franco-soviétiques amorcée dès le début de 1947 et confirmée en novembre de la même année lors de la conférence de Londres et de l'expulsion d'une vingtaine de citoyens soviétiques du camp de Beauregard, le gouvernement français se place résolument sous l'influence des États-Unis, comportement qui remonte à 1946 lorsque l'inflation galopante et les difficultés financières l'ont obligé à se tourner vers les États-Unis pour obtenir leur appui. Les accords Blum-Byrnes du 28 mai 1946 accordent à la France la liquidation de ses dettes de guerre dont le montant peut être affecté à la reconstruction ; aucune condition politique n'y est ouvertement posée, mais d'une part, le gouvernement doit accepter de laisser entrer librement des produits américains et d'autre part, il est bien évident qu'elle ne peut négliger

[1] Enrique Líster, « Vorgeschichte und Voraussetzungen der Ansiedlung der spanischen kommunistischen Emigranten in Osteuropa », *in Totalitarismus und Demokratie*, Heft 2, Dresden, Vandenhoeck & Ruprecht, 2005, 427 pages. L'interdiction du Parti communiste espagnol en France en septembre 1950, *in Initiative communiste* ; Phryné Pigenet, « L'opération *Boléro-Paprika* ou la protection des étrangers à l'épreuve de la guerre froide », *in Revue d'histoire moderne et contemporaine,* Paris, Belin, 1999 ; Geneviève Dreyfus-Armand, *L'Exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999 ; Jean Mortier, « L'exil espagnol en RDA », *in La Guerre d'Espagne. L'histoire, les lendemains, la mémoire*, Paris, Thallandier, 2007 ; Harmut Heine, « El exilio republicano en Alemania oriental », *Migraciones y exilios*, Madrid, AEMIC, 2001.

la portée de certains conseils en ce qui concerne l'orientation de sa politique et le rôle qu'y jouent les communistes.

De plus, la création de l'OTAN en 1949 constitue un pas décisif dans la création d'un système de défense de l'Occident face au bloc communiste. Comme le souligne Enrique Líster [1], l'Hexagone constitue alors une des pièces maîtresse du bloc militaire occidental de par sa situation géographique et son potentiel militaire. De même l'Espagne, de par son ouverture sur l'Atlantique Nord et la Méditerranée et qui, de plus, est présente sur les côtes nord-africaines, représente un espace géostratégique d'intérêt capital.

Amalgame entre stalinisme et combat antifranquiste ?

Le durcissement idéologique qui s'ensuit fait la part belle à l'anticommunisme dans le discours politique français, thème qui s'avère être mobilisateur à l'époque. Prenons pour exemple un discours tenu par Léon Blum le 21 novembre 1947 devant l'Assemblée nationale dans lequel il déclare :

> « Le danger est double. D'une part, le communisme international a ouvertement déclaré la guerre à la démocratie française. D'autre part, il s'est constitué en France un parti dont l'objectif […] est de dessaisir la souveraineté nationale de ses droits fondamentaux. »

Le PCE est naturellement englobé dans ce « communisme international qui avait déclaré la guerre à la démocratie française ». L'amalgame entre stalinisme et lutte antifranquiste [2], la perte d'influence du PCF dès 1947 [3], l'alignement de la France derrière les États-Unis : tous ces éléments jouent en défaveur du PCE.

---

[1] Líster, *op. cit.*, p. 4.

[2] Les républicains sont progressivement abandonnés par le gouvernement français et les organisations mondiales qui estiment qu'une Espagne franquiste leur sera plus favorable qu'une Espagne communiste.

[3] En 1947, la guerre d'Indochine s'installe et le PCF refuse de voter les crédits militaires pour la poursuite de la guerre contre le Viêt-Minh. De plus, il y a de nombreux problèmes sur le plan intérieur (problèmes économiques et sociaux : prix, salaire, pénurie, rationnement) qui culmine avec la grève des usines Renault. Ramadier décide alors de

Parallélisme entre l'évolution des relations franco-espagnoles et traitement des communistes espagnols ?

Le parallélisme entre l'évolution des relations franco-espagnoles et le traitement des communistes espagnols est une explication qui ne peut être négligée. Jusqu'en 1946, le gouvernement français soutient de manière ferme les républicains espagnols et adopte une stratégie internationale de condamnation du régime franquiste [1]. Pourtant,

> « la continuité du régime franquiste n'est pas sérieusement menacée par la condamnation, surtout morale, prononcée par l'ONU. La France ne peut que constater les réticences de ses alliés à définir des sanctions précises et leur souci primordial de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays tiers [2] .»

L'Hexagone commence aussi à s'inquiéter pour ses positions économiques en Espagne [3]. Deux accords commerciaux et financiers sont signés à Madrid le 8 mai 1948 et le 14 juin 1949. À partir de ce moment, les plaintes de Madrid concernant l'activité politique des réfugiés espagnols en France sont de plus en plus fréquentes. Geneviève Dreyfus-Armand relève par ailleurs que « jusqu'en 1948, les doléances du gouvernement espagnol sont laissées sans réponse mais, à partir de la fin 1949, elles commencent à être prises en compte [4] ».

L'isolement du régime franquiste est lui aussi remis en question : en août 1950, les États-Unis accordent un prêt à l'Espagne et, le 4 novembre de la même année, l'ONU annule sa résolution du 12 décembre 1946, qui interdisait aux États membres d'avoir des relations diplomatiques avec l'Espagne. La France, quant à elle, rétablit ses relations di-

---

poser la question de confiance, qui est refusée par les communistes le 4 mai 1947. Ramadier les remplace sans pour autant remettre en cause la totalité de son gouvernement : les ministres PCF sont évincés du gouvernement et ils n'y reviendront pas.

[1] Fermeture de la frontière franco-espagnole à partir du 1er mai 1946, note tripartite du 4 mars 1946, condamnation du régime franquiste par l'ONU le 12 décembre 1946.

[2] Dreyfus-Armand, *op. cit.*, p. 216.

[3] Le 5 février 1948, un accord est signé avec l'Espagne pour une réouverture de la frontière à partir du 10 février 1948.

[4] Dreyfus-Armand, *op. cit.*, p. 268.

plomatiques avec l'Espagne franquiste en décembre 1951. Nous ne pouvons ici que souligner le parallélisme entre l'amélioration des relations franco-espagnoles et la dégradation des relations entre le gouvernement et les républicains espagnols.

Éradiquer toute activité politique étrangère dans l'espace national ?

De même, à travers cette opération, la France obéit à une longue tradition : le refus opposé aux étrangers d'avoir une activité politique propre. Dans les esprits de l'époque, la présence sur le territoire français d'un PCE actif, structuré et intégré dans la société française représente une menace et son expulsion ou son placement en résidence surveillée constitue alors une manière de contrôler l'ennemi sur son territoire et d'éradiquer toute activité politique étrangère dans l'espace national.

On remarque cette dénonciation de l'ingérence du PCE dans les affaires intérieures françaises dans de nombreuses lettres que les préfets font parvenir au gouvernement :

> « La question espagnole ne présente plus qu'un intérêt réduit pour les réfugiés qui se sont rendu compte que sa solution ne dépendait ni du gouvernement espagnol en exil, ni d'eux-mêmes. Aussi certains ont-ils tout naturellement tourné leur regard vers la politique française et son évolution dont beaucoup pensent qu'elle serait de nature, le cas échéant, à influer très sérieusement sur l'évolution de la situation en Espagne.
>
> Cette ingérence dans les affaires politiques françaises est essentiellement le fait du PCE dont plusieurs responsables ont quitté pendant quelques jours le département lors des grèves de décembre à destination de Toulouse […] Je ne suis pas en mesure d'apporter des précisions sur le rôle que les membres du PCE peuvent jouer dans la lutte clandestine dans leur pays mais j'ai quelque raison de supposer que leur champ d'activité se trouve, pour l'instant, bien plus en France qu'en Espagne[1]. »

Ce qui dérange ici, ce n'est pas l'activité politique antifranquiste, mais l'ingérence des communistes dans la vie politique française. De même, le souci des préfets est centré sur le PCE ; ils ne considèrent pas

[1] Archives nationales, F716075 : Rapport sur la colonie espagnole dans les Basses-Pyrénées de la part du préfet au directeur général de la Sécurité nationale, 11 février 1948.

les autres fractions politiques espagnoles avec la même méfiance. Par exemple, dans une lettre du préfet de l'Aude au vice-président du Conseil du 6 mars 1950, ce dernier souligne :

> « La présence dans mon département de nombreux guérilleros espagnols qui d'après les renseignements que j'ai pu obtenir sont considérés par le PC comme des troupes de choc spécialement destinés à se trouver à la pointe du combat en cas de troubles. […] Je me permets d'insister à nouveau sur la nécessité qu'il y aurait à éloigner ces étrangers du territoire français [1]. »

L'idée d'un éloignement des guérilleros espagnols n'est donc pas nouvelle, puisque le préfet de l'Aude l'avait déjà soumise à Jules Moch deux ans auparavant.

Après avoir analysé les tenants de l'opération *Boléro-Paprika*, il est temps de se pencher sur ses aboutissants : que sont devenus ces communistes qui ont choisi – ou ont été forcés – de trouver refuge dans le bloc de l'Est ?

Les réfugiés politiques espagnols dans le bloc de l'Est : le cas des Espagnols en RDA

L'exil politique espagnol ne se concentre pas en RDA, il y a aussi des exilés espagnols dans d'autres pays du bloc de l'Est, regroupés au sein de collectifs, terme cher aux démocraties populaires [2] Nous n'avons ici ni le temps ni les ressources nécessaires pour analyser chaque collectif dans chaque pays. Pour ces raisons, il ne sera ici question que des collectifs espagnols en RDA et principalement celui de Dresde.

Le transfert vers l'Est

Avant de s'intéresser aux transferts vers l'Est des communistes espagnols, il est nécessaire de s'interroger sur les raisons qui les ont con-

[1] Archives nationales, F716075, lettre du préfet de l'Aude au vice président du Conseil, ministre de l'Intérieur.
[2] Les plus importants sont les suivants: Berlin et Dresde en RDA, Varsovie et Katowice en Pologne, Prague et Usti nad Labem en Tchécoslovaquie et Budapest en Hongrie.

duits à l'Est et non pas dans les départements français d'Algérie ou de Corse. Leur a-t-on laissé le choix entre la résidence surveillée ou l'expulsion ? Selon un communiqué du préfet de Haute-Garonne en date du 7 septembre 1950 [1],

> « Dans un souci de libéralisme et d'humanité, le gouvernement français a donné option aux étrangers arrêtés, en raison de la conjoncture spéciale de leur pays d'origine, entre une assignation à résidence en dehors du territoire continental ou un acheminement vers les pays de l'Est où semblaient les appelaient leurs sympathies. »

Pourtant, se prononcer rompt avec la discipline du parti et viole la consigne qui consiste à ne formuler en cas d'arrestation aucune demande en vue d'être dirigé vers un pays étranger.

Un compte rendu du haut-commissariat de la République française en Allemagne [2] nous renseigne de manière approfondie sur le transfert des personnes expulsées de France vers Kehl am Rhein puis à Hof Gutenberg. Il y a au total trois convois par autocars qui se sont constitués au départ de Kehl : le premier convoi comprend 85 expulsés, le deuxième 34 et le troisième 7. Les personnes du premier et du troisième convoi sont remises sans difficulté aux autorités soviétiques. Par contre, le deuxième pose problème. Le préfet en charge de la zone française relate ainsi que :

> « Parmi les 34 expulsés du deuxième convoi se trouvaient 24 Espagnols. Bien que ceux-ci aient entonné l'Internationale à l'arrivée en zone orientale [3], les autorités soviétiques contestant qu'ils étaient expulsés pour motifs politiques, ont refusé de les prendre en charge prétendant qu'il s'agissait de condamnés de droit commun du fait que leurs arrêtés d'expulsion mentionnaient comme motif "renseignements défavorables". »

Une attestation est alors établie par le chef du convoi précisant que ces individus ont été expulsés pour activité politique hostile au gouver-

---

[1] Archives départementales de Haute-Garonne, 5681 W 5.
[2] F7 16114, transfert des personnes expulsées de France de Kehl à Hof Gutenberg, le 14 septembre 1950.
[3] Fait confirmé par Irène Falcón dans un article publié dans *Neues Deutschland*, le 20 octobre 1950.

nement français. Les autorités soviétiques auraient néanmoins obligé les expulsés à stationner dans un baraquement frontalier du 10 septembre 1950 au matin jusqu'au 12 septembre 1950.

Le préfet signale alors, fait intéressant, que les autorités allemandes ne sont pas au courant des expulsions d'éléments politiques non-allemands via leur pays :

> « Il est évident que les autorités allemandes, voire même alliées, n'hésiteraient pas à s'opposer à l'entrée de ces étrangers sur le territoire allemand si elles étaient amenées à constater que nous y avons introduit des éléments politiques non-allemands, tenus pour indésirables en France. »

Il souligne par ailleurs le nombre d'expulsés ou de refoulés que ses services ont dû prendre en charge les neuf mois précédents :

> « Je crois devoir par ailleurs vous signaler que depuis janvier dernier mes services ont facilité le passage en Allemagne de 836 étrangers expulsés ou refoulés de France à la suite de condamnations, de rupture de contrat de travail, d'antécédents défavorables. »

L'opération *Boléro-Paprika* n'est donc pas une action isolée, les 126 étrangers expulsés lors de cette opération ne représentant qu'une petite partie des expulsions ayant eu lieu au cours de cette année là.

L'arrivée des expulsés en RDA

L'arrivée des expulsés espagnols s'effectue en deux groupes. Le premier groupe est parti dès le 9 septembre de France et est accueilli par la police populaire de Plauen, qui n'a été prévenue de rien. C'est d'ailleurs cette dernière qui en informe le ministère de l'Intérieur de la RDA. Le passage de la frontière est-allemande ne pose aucun problème. Les réfugiés espagnols souhaitent pour la plupart rentrer rapidement en France ou être redirigés vers Prague. Un deuxième groupe arrive à Dresde quelques jours plus tard (la date exacte est toutefois méconnue).

Du convoi évoqué plus avant, les réfugiés sont hébergés de manière provisoire à l'hôtel Bayerischer Hof à Schleiz. Ce deuxième groupe,

comme le soulignent les autorités est-allemandes, se trouve dans une plus grande indigence.

Les premiers recensements réalisés dès le 12 septembre 1950 ne nous apportent que peu d'informations : les expulsés espagnols refusent de donner des informations avant d'avoir eu des instructions du PCE. À la suite d'une correspondance active entre le PCE et le SED, le statut d'émigrés politiques [1] est accordé de manière relativement rapide à ces expulsés. En octobre, ces deux groupes sont hébergés dans un centre de vacance de la police [2] à Malchow (Mecklenburg). Une liste du 6 novembre 1950 dénombre 49 personnes, dont 34 Espagnols.

La décision de les envoyer à Dresde est prise en décembre de la même année. Le 16 janvier 1951, les Espagnols déménagent dans le quartier bourgeois de Dresde, dans la Arndtstrasse. À partir d'avril 1951, les familles des expulsés les y rejoignent. En 1952, les autorités soviétiques réquisitionnent les bâtiments et les Espagnols sont alors relogés dans trois immeubles de la Neustadt, plus près du centre : la Hechtstrasse, qui reste jusqu'à la dissolution du collectif le centre de l'immigration espagnole en RDA. Jouxtant ces immeubles, une petite maison abrite le *Spanienklub* où se déroule pour l'essentiel la vie sociale de ces émigrés qui ne parlent pas – à deux exceptions près – l'allemand.

La structure sociale du collectif

Tous les hommes sont membres du Parti communiste espagnol (élément à l'origine de leur expulsion). À la suite du regroupement familial, nous pouvons observer que le collectif était constitué aux deux tiers d'hommes et d'un tiers de femmes (dont quatre femmes françaises qui ont rejoint leur mari espagnol). En mai 1951 (donc à la suite du regroupement familial), on comptait 85 personnes à Dresde : 31 hommes, 21 femmes et 33 enfants et adolescents [3].

[1] Pour en savoir plus sur le statut de réfugiés politiques en RDA, voir l'article de Patrice Poutrus, « Asyl im Kalten Krieg », *in Totalitarismus und Demokratie*, Dresde, Vandenhoeck & Ruprecht, 2005, 427 pages.

[2] Ce centre fait office de sanatorium, de nombreux Espagnols étant en mauvaise santé ou souffrant de la tuberculose.

[3] Bundesarchiv, DY 30 IV 2/20/272.

Un parcours de vie commun apparaît à la reconstitution des trajectoires biographiques [1] de chacun de ces expulsés : le combat républicain dès 1931, l'engagement dans l'armée républicaine en 1936, l'expérience de la *Retirada* en février 1939, l'internement dans les camps d'Argelès, Gurs ou le Vernet, pour certains, la participation aux GTE, l'engagement dans la Résistance française à partir de 1941...

Il y a d'autres vagues d'émigration politique communiste espagnole en RDA dans les années soixante qui concernèrent principalement des étudiants, affiliés au PCE et en danger en Espagne ou encore des personnes âgées nécessitant des opérations médicales.

L'organisation politique des Espagnols en RDA

Le collectif est organisé politiquement même si, dans les premiers mois, l'organisation de cette émigration connaît quelques flottements. C'est ainsi qu'au début 1951, ignorant qu'Angel Alvarez a été, depuis 1949, « mis en congé » du CC pour « fautes idéologiques graves » [2], le SED le tient pour un responsable politique important et admet qu'il est le porte-parole du collectif. Vincente Uribe vient peu après de Prague pour mettre de l'ordre et nomme Celestino Uriarte, héros de la résistance antifranquiste basque, responsable de l'organisation.

En principe, ces communistes espagnols sont astreints à une réunion par semaine, consacrée à l'étude des fondamentaux du mouvement (Marx, Lénine, Staline). Mais avec les années, l'éloignement du pays et la solitude relative dans laquelle ces émigrés se trouvent, leur mobilisation s'émousse. L'isolement procède pour une large part de la méconnaissance de la langue, mais il vient aussi du fait que sur le plan politique local, les seuls interlocuteurs autorisés sont le Comité central du SED à Berlin et la direction locale du SED à Dresde dont ils dépendent directement. Par ailleurs, ils ne détiennent aucune fonction politique au sein du

[1] Les archives des VdN (persécutés du régime nazi) sont consultables au Landesarchiv à Dresde. Les dossiers renferment des autobiographies rédigées par les individus faisant la demande de reconnaissance du statut de VdN, ce qui est le cas pour la grande majorité des expulsés espagnols. En confrontant ces actes à d'autres sources, il a été possible de réaliser les biographies de chacun des individus expulsés en septembre 1950.

[2] Bundearchiv, DY 30 IV 2/20/271.

PCE : ils ne collaborent pas à *Mundo obrero* ou à *Radio España Independiente* ni ne participent pas aux décisions prises par le PCE à Moscou ou à Prague.

Les activités du collectif de Dresde sont supervisées par la délégation du PCE à Prague. C'est elle aussi qui prononce les exclusions ou les réintégrations dans le parti. Mais le SED exerce lui aussi sur ce collectif une tutelle évidente, exigeant du responsable un rapport mensuel. De même, à différents moments – comme en 1950 à leur arrivée ou en 1968 avec la scission du PCE –, ces Espagnols sont surveillés par le ministère de la sécurité d'État, la Stasi (*Staatssicherheit*).

Aide financière et matérielle

Le soutien financier et matériel est pris en charge dans les premiers temps par le comité de solidarité populaire : il est principalement question d'achat de vêtements et du financement du voyage des familles des expulsés jusqu'en RDA. Par la suite, le comité de solidarité populaire finance l'achat de linge de maison, de meubles, le paiement des loyers…

À côté de cette aide, les réfugiés espagnols acquièrent dans leur majorité le statut de « persécutés du régime nazi » (VdN). Cette reconnaissance leur ouvre les droits au versement d'une pension ainsi qu'à d'autres « privilèges » (davantage de congés payés, soins médicaux prioritaires, aides au logement…)

Les réfugiés politiques espagnols bénéficient d'une prise en charge active par la RDA. Cela ne se justifie pas uniquement par des raisons d'ordre humanitaire : en effet, ces Espagnols sont aussi en partie instrumentalisés par la RDA qui retire de leur présence une certaine légitimation aussi bien au niveau international que par rapport à sa propre population. En effet, la RDA se trouve elle-même dans une phase de construction et n'est pas reconnue par tous les pays. L'accueil d'expulsés politiques du bloc de l'Ouest sert alors sa propagande. De même, cela lui permet d'acquérir une certaine légitimité auprès de sa propre population, en accueillant une population persécutée par l'Occident, sans oublier que le mythe de la guerre d'Espagne est très présent dans cette nouvelle Allemagne dont le principe fondateur était l'antifascisme. Il est pourtant

nécessaire de se demander si cette instrumentalisation est accompagnée par une politique d'intégration.

Quelle intégration dans la société est-allemande ?

Trois critères peuvent être retenus pour juger de l'intégration des Espagnols en RDA : leur niveau linguistique, leur vie professionnelle ainsi que leur participation aux organisations d'État. D'autres critères peuvent jouer sur cette intégration, comme, par exemple, les unions avec des citoyens est-allemands qui sont déjà nombreuses pour les hommes de la première génération engendrant des naissances binationales – qui se multiplièrent encore pour la deuxième génération. Ces unions sont un indice de l'intégration des Espagnols dans la société est-allemande.

De même, la question du changement de nationalité se pose : malgré ces mariages binationaux, ils sont inexistants pour la première génération. Le but principal de cette immigration, affiché aussi bien par le PCE que par le collectif lui-même, est le retour en Espagne et la poursuite du combat contre Franco. Le SED s'oppose aux changements de nationalité, justifiant ce refus par le fait que l'octroi de la nationalité est-allemande compliquerait ce retour.

Connaissance linguistique et vie professionnelle

La maîtrise de la langue est un indice du degré d'intégration de ces individus dans la société est-allemande. Dès 1951, l'apprentissage de la langue par les Espagnols est au centre des préoccupations du SED. Ils bénéficient de cours d'allemand hebdomadaires mais tous les Espagnols n'y participent pas. Les premières années, une dizaine de personnes en moyenne les suit [1]. Un rapport de 1956 souligne l'insuffisance du niveau acquis et le SED décide alors de proposer un cours de six mois, en continu, pour les personnes les plus douées. Il est difficile d'évaluer l'impact de cette mesure étant donné les nouvelles arrivées récurrentes d'étudiants espagnols affiliés au PCE ou d'anciens prisonniers des geôles franquistes à partir de la fin des années cinquante.

[1] Bundesarchiv, DY 30 / IV 2/20/271.

Au niveau professionnel, en octobre 1951, grâce au support de la VdN, la totalité des hommes aptes au travail, ainsi que la majorité des femmes [1], ont un métier. Les postes ne correspondent pas toujours aux qualifications et une évolution professionnelle est difficile, en raison du niveau linguistique. Parallèlement, ces Espagnols s'intègrent dans les colonies allemandes grâce à leur activité professionnelle : apparaît la primauté de l'intégration professionnelle sur la maîtrise de l'allemand.

Les entretiens conduits jusqu'à présent [2] révèlent en effet que la génération des parents n'a jamais vraiment appris la langue. La méconnaissance de la langue limite l'adaptation initiale. Parallèlement, les contacts avec les Allemands sont limités à la sphère du travail et au *Konsum* [3]. Cela s'explique par la barrière linguistique ainsi que la constitution du collectif espagnol comme microsociété qui protège ses membres de l'isolement mais qui, de fait, ne les encourage pas à rechercher le contact avec les citoyens est-allemands.

Participation aux organisations étatiques

Une participation active aux organisations de masse permet une pratique linguistique plus poussée et facilite les contacts avec les Allemands. La plupart des personnes du collectif sont membres du PCE ou des JSU, les membres des JSU sont simultanément membres des FDJ. En revanche, une adhésion simultanée au PCE et au SED est interdite, ce qui n'est pas vraiment un problème, car l'appartenance au PCE est perçue comme l'équivalent d'une appartenance au SED.

La plupart des adultes sont aussi membre des FDGB et de la DSF. Il n'y a que peu d'informations sur la forme de l'engagement des Espagnols dans ces organisations, à l'exception de nombreux rapports sur le soutien des Espagnols aux actions d'aide pour l'Espagne émis par les FDGB [4]. Une participation sur le papier ne peut pas vraiment être source

[1] Bundesarchiv, DY 30 / IV 2/20/272.
[2] Des entretiens ont été jusqu'à maintenant conduits avec quatre enfants d'exilés à Paris et Berlin.
[3] Magasin d'alimentation est-allemand.
[4] Landesarchiv Sachsen, 12465 FDGB BV Dresden Nr. 1047.

d'intégration et le doute que l'engagement des Espagnols dans ces organisations soit autre que formel persiste.

Conclusion

L'opération *Boléro-Paprika* a eu de nombreuses conséquences pour ces Espagnols, coupés de leurs compatriotes, mis à distance de leur pays d'origine, expulsés vers un pays inconnu.

Pourtant, globalement, les réfugiés politiques espagnols ont été accueillis de manière bienveillante par la RDA: la loyauté politique affichée par ce groupe, son enthousiasme à participer à la construction du socialisme ainsi que le regain de légitimité que la RDA peut en tirer par rapport à sa propre population sont autant d'éléments qui ont encouragé l'État est-allemand à faciliter la vie sociale et professionnelle de ces individus (sans pour autant négliger le contrôle et la surveillance de leurs activités). Cet accueil a été doublé d'une certaine intégration dans la société est-allemande, même si les contacts avec la population locale sont restés limités : les membres du collectif ont disposé d'un logement, d'un travail et leurs enfants ont tous été scolarisés.

Pourtant, il n'est pas surprenant que leur intégration s'est heurtée à certaines limites, ces derniers étant convaincus que le retour en Espagne était imminent. Malheureusement, ils se sont trompés et un grand nombre d'entre eux est aujourd'hui enterré au cimetière des persécutés du régime nazi à Dresde. Certains ont pu tout de même rentrer en Espagne, mais n'ont pas retrouvé le pays qu'ils avaient pu mythifier dans leur exil.

Abréviations

DSF : *Deutsch-Sowjetische Freundschaft*, Société pour l'amitié germano-soviétique.
FDGB : *Freier Deutscher Gewerkschaftsbund*, Fédération des syndicats libres allemands.
FDJ : *Freie Deutsche Jugend*, Jeunesse libre allemande.
JSU : *Juventud socialista unificada*, Jeunesse socialiste unifié.
PCE : Parti communiste espagnol.
PCF : Parti communiste français.
VdN : *Verfolgten des Nazis-Regime*, Persécutés du régime nazi.